



Laurent FURST
Député du Bas-Rhin
Maire de Molsheim

Le 9 décembre 2014

Mesdames, Messieurs,

Je me permets de vous livrer la suite de mes impressions quant au travail parlementaire. L'essentiel de mes préoccupations est désormais tourné vers la défense de notre région et l'intérêt de chacun de ses habitants. On est tous des Alsaciens de naissance ou de cœur. Nous partageons tous un espace de vie et j'ai l'absolue conviction que cette réforme représente un vrai danger pour l'avenir de mes concitoyens. Plus d'impôts, moins d'argent, pas d'économies, un développement économique entravé. Mon engagement est culturel mais pas exclusivement. La gestion et l'économie étant mes centres d'intérêt premiers, je mesure sur ces deux points ce que nous coûtera la dilution de l'Alsace dans une grande région, plus grande que la Suisse, plus grande que la Belgique.

Mercredi 28 mai 2014

Le groupe m'a désigné aujourd'hui pour poser une Question. Depuis longtemps, je voulais interroger le Gouvernement sur le logement. Sommairement sous Sarkozy, on construisait 400 000 logements par an, Hollande en a promis 500 000 par an. La réalité est bien cruelle : nous sommes à peine au-dessus des 300 000 ! Ma question, comme toutes les questions en séance est posée sous un angle politique mais le fond reste réel. Des dizaines de milliers d'emplois perdus, des entreprises au tapis, des familles qui ne seront pas logées, l'échec d'une politique basée sur l'idéologie a un coût. La Ministre Sylvia PINEL - qui vient de remplacer Mme Duflo - me répond sur un ton manifestement irrité. Malheureusement, sur le fond, elle n'a pas de réponse. Cette question aura été pour moi la 3^{ème} question au gouvernement. Mon objectif étant d'en poser 2 par an. Je l'ai abordée contrairement aux deux premières fois sans inquiétudes et sans stress particulier. C'est peut-être le métier qui rentre !

Mardi 17 juin 2014

Drôle de journée ! Nous abordons la réforme ferroviaire dans l'hémicycle alors que la France est bloquée par une énième grève pilotée par une minorité de conducteurs de train et d'agents de contrôle. Les orateurs de gauche, voulant rassurer leur électorat, ne cessent de rendre hommage au personnel de la SNCF et à la famille cheminote. Bien sûr qu'ils méritent notre respect comme chacun de nos concitoyens qui oeuvrent pour le fonctionnement et la prospérité de notre Nation. En montant à la tribune, je souligne les deux aspects positifs de la réforme. J'explique les cinq raisons qui me conduiront à voter contre ce dossier. Mais ce qui me choque le plus, c'est que dans cette réforme, le mot productivité n'est même pas évoqué alors que les trains Intercités français coûtent 30 % plus chers que les trains allemands. Un député socialiste, M. HURON, indique que les concours publics au système ferroviaire français sont de 13 milliards d'euros alors que le CA total de la SNCF hors filiale est de 22,5 milliards d'euros. Dans la réforme, il n'est jamais fait mention du contribuable dont l'effort est pourtant conséquent. A ce chiffre, il convient d'ailleurs de rajouter 3 milliards pour le régime spécial des cheminots.

Mercredi 18 juin 2014

J'ai demandé à siéger dans la mission d'information sur la place des autoroutes dans les infrastructures de transport, mission qui va travailler sur l'ensemble de la question autoroutière en France. J'ai été désigné vice-président de cette mission, ce qui me fait plaisir car le sujet m'intéresse beaucoup. Après avoir été vice-président de la mission d'information sur les coûts de production en France, c'est la deuxième fois qu'une telle fonction m'échoit, la première mission ayant été très prenante et absolument passionnante.

L'après-midi et le soir, jusqu'à une heure du matin, je suis de manière très complète la réforme ferroviaire. Nous sommes entre 30 et 40 députés dans l'hémicycle mais ayant pour l'essentiel beaucoup travaillé ce texte. Le ministre Cuvillier a beaucoup progressé en deux ans et s'il est très ferme sur le fond, il est franchement assez sympa sur la forme. J'ai beaucoup de respect pour le rapporteur socialiste, M. Savary, qui a fait un travail énorme. Il connaît son sujet à la perfection. Cette réforme est étonnante car elle a pour objet de préparer l'évolution du système ferroviaire français sans aller jusqu'au bout des choses car le Gouvernement craint par-dessus tout une réaction violente des cheminots.

Mardi 24 juin 2014

Après douze jours de grève des cheminots, je viens en ce mardi matin à l'AN avec un avion qui partira avec plus d'une heure de retard, les contrôleurs aériens étant en grève. Au fond de moi-même, je ne peux m'empêcher de poser la question : comment voulez-vous que la France s'en sorte avec de tels mouvements à répétition.

Midi trente : réunion de travail avec mes collègues Schneider et Marty. Nos trois circonscriptions ont des sites Steelcase. Depuis des années, on sent cette entreprise américaine vouloir se retirer de France et d'Europe de l'Ouest pour ce qui concerne la production. Nous rencontrons deux très proches collaborateurs d'Arnaud Montebourg qui nous annoncent la fermeture du site de Wisches. L'annonce devrait être faite deux jours plus tard. On a beau être préparé à cela, c'est comme un coup de poignard dans le cœur. Je pense d'abord aux salariés, à leurs familles. Je prends beaucoup de temps pour expliquer mon inquiétude face aux propos trop doux quant à la revitalisation industrielle du site. Je donne l'exemple de Marlenheim, usine longtemps vide, puis reprise avec finalement assez peu de salariés. J'expose enfin mon inquiétude pour la vallée de la Bruche qui, après la crise du textile, a réussi avec succès un nouveau développement économique aujourd'hui remis en cause avec cette fermeture, sans oublier que d'autres difficultés sont susceptibles de survenir.

C'est le moral dans les chaussettes que je vais déjeuner avec mon collègue Marty dans une salle réservée aux députés. Nous sommes à la même table que l'ancien ministre Vidalies. Quelques semaines après son éviction du gouvernement sans grand ménagement, l'homme semble encore blessé. Nous abordons plusieurs sujets d'actualité. Il nous fait la confiance qu'il va bientôt quitter le Parlement pour remplacer Gilles de Robien à Genève au BIT (Bureau International du Travail). L'ancien ministre aura rang d'ambassadeur. Belle reconversion. Au fond de moi, une question résonne : combien d'ouvriers de Wisches resteront sur le carreau ?...

Mercredi 16 juillet 2014

Le débat sur le nouveau découpage des régions s'ouvre enfin au cœur de l'été. Sans aucune concertation préalable, le président de la République et le Premier ministre ont décidé de créer de grandes régions : 13 au total. La guerre des copains aura eu lieu entre les caciques du PS, notamment à l'ouest entre Jean-Marc AYRAULT et le ministre de la défense, LE DRIAN. L'Alsace jusqu'ici rattachée à la Lorraine, se voit rattachée à une région grand-est qui va de la banlieue parisienne au Rhin. C'est Manuel VALLS qui dans une région houleuse avec environ 85 députés socialistes a arrêté cette carte, sachant que la Picardie est, elle, rattachée au Nord-Pas de Calais. Clairement l'Alsace est méprisée. Elle ne compte pas. L'histoire et la culture de notre région ne sont rien. Au moins, les Corses eux sont respectés !

Jedi 17 juillet 2014

Je bénéficie d'un temps d'intervention à la tribune pour défendre mon point de vue sur la réforme et défendre l'Alsace. Avec Eric Straumann, Antoine HERTH, Claude STURNI, Patrick HETZEL, Frédéric REISS, nous constituons une petite brigade très acharnée de défenseurs de l'Alsace. Nous défendons un Conseil d'Alsace, nous défendons des amendements, notamment quant au rôle et à la place de Strasbourg. Nous énervons mais nous sommes entendus et parfois soutenus. Tout ne se jouera pas à la première lecture de ce texte et tant que nous résisterons, un espoir existera. D'un point de vue général, je note qu'il y a 11 députés socialistes lorrains. Aucun ne prend la parole pour défendre une région Alsace-Lorraine, aucun n'a présenté un amendement en ce sens. J'en déduis que nos amis lorrains pratiquent un double discours : l'unité avec l'Alsace d'un côté ; l'unité avec Champagne-Ardenne de l'autre, le tout afin d'être au centre du jeu dans une hypothétique très grande région.

Vendredi 18 juillet 2014

Nous avons démarré les travaux jeudi matin à 9H30 et fait deux interruptions pour chaque repas. Mis à part cela, séance « non stop » jusqu'à vendredi matin, aux alentours de 6H50. Tenir aussi longtemps dans l'hémicycle est une épreuve. Mais comme mes 5 autres collègues, j'ai considéré qu'il était de mon devoir d'être là. Une nuit complète, cela crée des liens avec nos collègues, mais aussi avec le ministre. Alors que j'étais assis au premier rang, le ministre est venu me voir par deux fois pour m'interroger, surpris par notre acharnement à défendre

l'Alsace. Seuls les Bretons demandant le rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne historique font preuve d'un engagement comparable.

Plus tard dans la nuit, le ministre de l'intérieur, M. CAZENEUVE, très fatigué me demande si on ne souhaitait pas aller plus vite et laisser le débat se poursuivre. Je lui répondrai : « M. le Ministre, vous voulez faire disparaître l'Alsace et vous voulez que ce soit sans souffrance ?... ». Au sortir du vote sur la carte, nous avons été laminés. Malgré tout je crois que nous avons marqué des points et montré un engagement sans faille.

A 7H du matin, l'Assemblée nous offre café et croissants frais. A 8H, je vais dormir dans mon bureau jusqu'à 10H30. Le combat n'est pas terminé.

Mercredi 23 juillet 2014

Aujourd'hui, vote de la réforme territoriale ! C'est pour moi le texte le plus important de la législature et je ne suis pas là. Pour assurer un déménagement, j'ai commandé une société spécialisée et me dois d'être en Alsace. Je suis toutefois allé au Groupe afin de formellement donner procuration à mon collègue Claude STURNI avec lequel nous partageons la même vision de notre région. Je suis triste du résultat du vote mais je garde encore un peu d'espoir. C'est quand on a cessé le combat que la guerre est perdue. Ce soir marque aussi le début des vacances parlementaires. J'ai rarement eu le sentiment d'avoir eu autant besoin de jours de repos.

Mardi 9 septembre 2014

Ca y est ! C'est la reprise ! Cela fait près de 4 semaines que je suis revenu de vacances et j'avoue ne pas avoir chômé depuis... Cette rentrée est explosive, dans tous les sens du terme puisqu'arrivé à Orly, nous avons été bloqués pendant près d'une demi-heure, mis en sécurité, un bagage ayant été oublié (il a été détruit par des démineurs). Arrivé à l'Assemblée nationale, la première chose qui me frappe est la nuée de journalistes attendant la sortie du groupe socialiste. Il faut dire que l'été a été explosif à gauche avec : l'expulsion du Gouvernement du ministre de l'économie, du ministre de l'éducation ; la démission surprise de la ministre de la culture et le départ du ministre des transports qui ne voulait pas être sous l'autorité de Ségolène Royal. Je regrette le départ du ministre des transports, Frédéric Cuvillier, que j'ai longuement fréquenté à l'occasion de l'examen du texte sur la réforme ferroviaire. Au centre et à droite : une ambiance de potaches, le plaisir de se revoir, l'attente de la décision de Sarkozy, les commentaires assez goguenards concernant l'éphémère ministre Thomas Thévenoud ayant oublié de payer ses impôts...

A mon bureau, je découvre le nouveau livre de Bruno Le Maire « Allons enfants » offert et dédié par son auteur. J'ai lu les deux premiers livres de Bruno Le Maire. A l'époque, je les avais achetés, Bruno n'était pas encore en campagne pour la présidence de notre parti...

Lorsque je retrouve un député alsacien, nos échanges se concentrent très vite sur un seul sujet : l'avenir de l'Alsace. Nous sommes désormais tous d'accord. Je suis heureux que la famille avance ensemble. Tout l'été, je suis resté en contact avec Eric STRAUMANN, parfois jour après jour... Je ne sais pas si nous aboutirons mais, en tout cas, notre honneur est de ne jamais avoir baissé les bras.

Mardi 16 septembre 2014

Journée importante ! Manuel Valls, après le scandale Thévenoud, après le limogeage de plusieurs de ses ministres, se retrouve devant l'Assemblée nationale pour une déclaration de politique générale suivie d'un vote de confiance. Le délai ridiculement court depuis la 1ère déclaration du Premier ministre explique peut-être la faible densité du propos qui ressemble plutôt à un prêchi-prêcha destiné à fédérer les élus socialistes.

Les élus des DOM-TOM étant nombreux et très souvent de gauche ont eu droit à une séance de « calinothérapie ». Les enseignants étant nombreux, eux aussi ont été flattés.

En ce qui me concerne, j'ai noté le côté absurde de l'évolution de la réforme territoriale. Les grandes régions sont maintenues mais les départements le seront aussi là où il n'y a pas de métropoles. Ainsi dans le Bas-Rhin, la CUS deviendra métropole donc dotée des compétences départementales et le reste du département serait fusionné avec l'administration de la région Lorraine-Alsace-Champagne-Ardenne. C'est vraiment du grand n'importe quoi !

Après les discours, le Premier ministre répond aux interventions des Présidents de groupe. Là, Manuel Valls devient franchement belliqueux, souvent méprisant. Si l'homme a du talent, l'arrogance est son principal handicap.

Le résultat du vote est dans le fond assez cinglant pour le Gouvernement. Il y a 5 mois, il obtenait 306 voix. Là, il tombe à 269 voix. Avec 244 voix, l'UMP et l'UDI font le plein mais ne sont pas encore en mesure de renverser le Gouvernement. S'il fallait juste noter une chose, c'est qu'en 5 mois, M. Valls a perdu 37 nouvelles voix et qu'il ne dispose plus que d'une majorité relative grâce à l'abstention de 53 frondeurs.

Mercredi 17 septembre 2014

A 9H30, les députés et sénateurs UMP et UDI d'Alsace se retrouvent autour de Jean Rottner, le maire de Mulhouse, en présence de Philippe Richert et Guy-Dominique Kennel, pour remettre à l'Elysée la pétition lancée par Jean, qui a recueilli près de 54 000 signatures. Très tôt, les services de sécurité nous filent, nous observent et communiquent avec un QG. Lorsque nous arrivons à proximité de l'Elysée, un cordon de police nous arrête. Après négociation, une délégation de 2 puis de 3 personnes va être reçue par un collaborateur du Président. Je propose que ce soit Jean Rottner, l'initiateur de la pétition, Philippe Richert, président du Conseil régional, et Eric Straumann, le plus actif d'entre nous pour la défense de l'Alsace. Nous déployons aussi une grande banderole qui porte le message : « Ne tuez pas l'Alsace », grande banderole qui sera filmée, photographiée des centaines de fois.

De retour à l'Assemblée, je rencontre un des jeunes députés socialistes, brillant, sympathique, avec lequel la discussion est toujours enrichissante.

Moins de 20 heures après le résultat du vote pourtant favorable à celui qu'il soutient, je le trouve abattu et ayant déjà intériorisé le futur écrasement de la majorité actuelle. Il a conscience de l'échec économique et du « bordel » qui règne dans le pays ; au fond de lui, il aspire à l'élection d'un Président qui remettra de l'ordre dans le pays...

16H : après la séance des Questions au Gouvernement, je croise dans les salons, devant l'hémicycle, le Ministre de l'Intérieur qui me reconnaît. Je lui lance un peu à la cantonade : « M. le Ministre, vous allez sauver l'Alsace ? ». Sa réponse m'interpelle : « Je vais essayer ». Aurions-nous fait bouger les lignes ? Je l'espère, mais dans cette majorité brinquebalante, qui a réellement le pouvoir : le Ministre de l'Intérieur ? le Premier ministre ? le Président de la République ?... alors même que les députés socialistes de Strasbourg, nés - rappelons-le - en Lorraine, font tout pour saper et couler notre projet.

Mercredi 24 septembre 2014

Cette semaine, nous ne devions pas être à Paris puisque se tiennent dimanche les élections sénatoriales. En fin de semaine dernière, le Président de la République a convoqué le Parlement en session extraordinaire afin de pouvoir débattre de l'intervention française en Irak. Malgré des engagements pris par avance, j'ai considéré que mon devoir était d'être à l'Assemblée nationale car un sujet comme celui-ci ne pouvait être débattu devant un hémicycle vide. J'ai une pensée pour mes collègues des DOM-TOM : comment peut-on revenir de Nouvelle-Calédonie dans un délai aussi court ? J'adhère globalement aux propos du Premier ministre et n'hésite pas à l'applaudir lorsque les mots qu'il prononce sont en adéquation avec ce que je crois profondément. A 14H, en réunion de groupe, j'ai pris la parole sur le sujet. L'autre intervenant sur la question est François FILLON. J'approuve ce qu'il dit.

Mardi 7 octobre 2014

Je retrouve l'Assemblée nationale ce matin après une semaine de relâche. En effet, la semaine passée, je suis resté en Alsace pour apporter ma pierre à l'organisation de la manifestation du 11 octobre. Hier soir, je suis rentré de la mairie à 23H15 ; ce matin, levé un peu avant 5H... Ma première réunion est dans le bureau de Jean-François COPE. Fini les grandes salles ! Beaucoup de ses amis sont partis. Si les vents lui sont favorables, ils reviendront. Sa détermination est intacte. Il nous dit : « Je vous demande de croire en mon honnêteté ». J'espère qu'il a raison et si tel est le cas, je trouve terrible le flot incroyable d'injures qu'il doit subir.

11H30 : réunion de Groupe. Le moral est assez bon et l'ambiance assez apaisée.

12H30 : je me rends devant l'Assemblée nationale, square Herriot, lieu où sont parquées toutes les manifestations à proximité du Palais Bourbon. Aujourd'hui, ce sont les professionnels de l'industrie du bois qui viennent protester contre l'exportation des grumes de bois vers la Chine qui privent nos entreprises d'une matière première indispensable. En la matière, la France et l'Europe se laissent faire quand d'autres ont imposé des règles drastiques. Je retrouve avec bonheur Philippe et Paul Siat ainsi que Bernard Feidt et son épouse qui défendent l'avenir d'une filière économique hyper-importante pour notre territoire.

Après les Questions au Gouvernement, nous reprenons théoriquement les travaux dans l'hémicycle sur la transition énergétique. En début de séance, Christian Jacob fait un rappel au règlement. La veille au soir, l'un de nos collègues a été sanctionné et privé de 1 500 euros d'indemnités pour avoir dit à la présidente de séance, Mme Mazetier : « Mme le Président », comme le suggère le Petit Larousse. Plus d'une heure de débat violent s'ensuit. J'hallucine devant le sectarisme de cette gauche qui pousse notre pays vers le naufrage et qui donne des leçons sur l'accessoire. L'hémicycle ressemble à un hôpital psychiatrique. J'ai honte de tant de bêtises. Le soir, nous nous retrouvons à 20H au Sénat pour le traditionnel repas mensuel des élus de la majorité alsacienne. Nous accueillons ce soir les nouveaux sénateurs parmi lesquels Guy-Dominique Kennel, Claude Kern, René Danési. A l'ordre du jour, bien évidemment, la manifestation de samedi. Franchement, nous sommes dans la convivialité et la compréhension mutuelle. L'objectif final est partagé par tous et l'ambiance très détendue, loin des tensions connues avant l'été.

Mercredi 8 octobre 2014

Petit-déjeuner très tôt à la buvette avec Hervé Mariton, candidat à la présidence de l'Assemblée nationale. L'homme est très sympathique, brillant mais on sent bien que sa candidature est une candidature de témoignage. A 8H30, rendez-vous dans un bistrot parisien d'un petit groupe de jeunes élus ayant choisi de soutenir Nicolas Sarkozy. Nous sommes 28, discutant ensemble. Enfin le Président arrive et s'assoit à côté de moi : une demi-heure pendant laquelle il sera très détendu, convivial et extrêmement fédérateur, loin des images convenues de la TV.

J'aime bien chez cet homme son énergie, son côté « cash », très direct. Sa détermination me semble intacte. L'avenir nous dira si son retour était possible.

Après ce moment fort, nous auditionnons, dans le cadre de la mission sur les autoroutes dont je suis vice-président, pendant plus de 3 heures, un économiste des transports, puis le Directeur Général de Vinci Autoroutes qui gère la moitié du réseau autoroutier français. La politique est une chose mais le travail reste notre priorité.

Mercredi 15 octobre 2014

Comme toujours, cette nuit, j'ai dormi dans mon bureau. Je me lève bougon. Les nouvelles du Sénat ne sont pas bonnes. Baroin et la Champagne Ardenne ne veulent pas rester en tête-à-tête avec la Lorraine et Longuet, ancien président de la région Lorraine, veut l'Alsace qui, une fois de plus, semble être une simple prise de guerre. Hier soir, j'ai dîné avec Jacques BIGOT, nouveau sénateur socialiste et ancien président de la CUS. Je connais Jacques depuis notre première élection en 1995. Si nous ne partageons pas – et de loin – les mêmes engagements, j'apprécie cet homme, intéressant et souvent pondéré. Je voulais le convaincre de militer dans son bloc politique pour le Conseil d'Alsace. Il aime autant l'Alsace que moi mais nos visions de l'avenir ne sont tout simplement pas les mêmes.

Ce matin, en commission du développement durable, l'ancien ministre Thévenoud est revenu pour la première fois. Personne ne l'accable mais l'homme est muré dans sa solitude. S'il ne semble pas souffrir de « phobie administrative », de toute évidence, il souffre désormais de solitude. Pour lui, pour nous, il aurait dû démissionner.

A 11H30 : deux heures d'audition du président de l'Autorité de la concurrence dans le cadre de notre mission sur les autoroutes. Voilà un énarque chaleureux, sympathique et brillant qui raisonne comme un fonctionnaire alors qu'il analyse le comportement d'entreprises qui lèvent des fonds sur les marchés financiers internationaux. Je mesure ce matin à quel point la haute fonction publique française est déconnectée du monde dans lequel nous vivons.

Mardi 21 Octobre 2014

Nous votons aujourd'hui le premier volet du projet de loi de finances pour 2015. A la stupéfaction générale, le gouvernement n'a plus que 18 voix d'avance, soit 9 voix de majorité. On a vraiment l'impression que la gauche s'étirole. A la sortie de l'hémicycle, je vais voir le résultat du vote. Aurélie Filipetti et Cécile Duflot sont scotchées au tableau, cherchant fiévreusement le nom de celles et ceux qui osent défier le premier ministre. Pendant la séance de Questions au Gouvernement, nous recevons un SMS : la commission spéciale du Sénat qui prépare le texte en séance a accepté de détacher l'Alsace de Champagne-Ardenne et Lorraine. Quel bonheur ! Pour autant, rien n'est gagné. Tout le boulot reste à faire. Vendredi soir, le Premier ministre reçoit le président de région et les deux présidents de conseils généraux pour évoquer l'avenir de l'Alsace.

Ce soir, j'ai pris sur moi d'organiser une réunion à laquelle j'ai invité tous les sénateurs, tous les députés des trois régions. En Lorraine, en Champagne, l'envie de former une région avec l'Alsace est forte : pour eux, nous sommes riches, dynamiques, stables. Notre souhait de construire une nouvelle Alsace unie est malheureusement bien souvent méprisée. En revanche, des propos tenus en Alsace peuvent être blessants pour nos amis lorrains comme pour nos amis champenois dont la peur profonde est d'être satellisés par Paris. Tous les élus aiment leur territoire et tous les territoires sont profondément respectables. En défendant l'Alsace, évitons de blesser les élus des régions voisines qui ont droit au même respect auquel nous aspirons pour nous-mêmes.

La réunion réunit 25 parlementaires dont plusieurs anciens ministres. Nous découvrons en Champagne une vraie rivalité entre les élus de Reims tournés vers Paris et le reste de la Champagne qui crie : « Nous sommes des gens de l'Est ! ». En fait, ils voient dans la région Grand-Est un rempart contre une péri-urbanisation de la capitale qu'ils craignent. Notre projet d'Alsace unie ne les intéresse pas et certaines interventions dénie même notre droit à évoquer l'avenir souhaité pour nos concitoyens. Nos amis lorrains veulent l'Alsace. C'est simple, c'est clair. Ce qui m'a frappé, c'est qu'à aucun moment je n'ai senti chez eux l'existence d'un projet alternatif. En la matière, il ne me semble pas qu'une réflexion ait été engagée ou ait été en cours. Durant la soirée, les élus alsaciens présents se sont exprimés avec talent. La toute dernière intervention de la soirée – et elles furent nombreuses – a été demandée par Arlette Grosskost, la députée de Mulhouse et là, tremblement de terre : celle qui était à la manifestation à Strasbourg, sur la tribune, avec les couleurs de l'Alsace marquées sur la joue, prend

la parole pour dire qu'elle est favorable à une fusion des deux départements mais que pour la région, elle est favorable à une fusion avec la Lorraine et avec la Champagne. Je vois le visage en face de moi atterré de Frédéric Reiss. Tous les collègues présents, Patrick Hetzel, Eric Straumann, Catherine Troendle, Fabienne Keller sont effarés. Pour un coup de poignard, pour une trahison, l'intervention de Mme Grosskost est un chef-d'œuvre ! Il y a des moments où il vaut mieux ne pas écrire ce que l'on pense, mais franchement là, les termes les plus crus de la langue française me semblent trop faibles.

Mercredi 22 octobre

Dans le cadre de la mission sur les autoroutes, nous sommes quelques-uns à auditionner le ministre des transports. Je profite de cette occasion pour lui demander si le plan de relance autoroutier intégrera le GCO. La réponse est NON car il s'agit d'une concession à part hormis pour un échangeur. M. Vidalies se montre néanmoins très optimiste pour ce dossier qui, si j'ai bien compris, est dans les tuyaux et sortira très vite.

Mercredi 5 novembre

Tous les députés et sénateurs de l'opposition reçoivent un courrier de Nicolas Sarkozy. Cette lettre est claire : elle souligne l'engagement des élus alsaciens et Nicolas Sarkozy souhaite clairement que l'Alsace puisse évoluer demain vers une collectivité unique si les habitants y aspirent. L'histoire de cette lettre, qui redonne du *peps* à notre projet, est simple. A plusieurs reprises, j'ai appelé Laurent Wauquiez pour lui dire la force et l'engagement des Alsaciens. Laurent Wauquiez a rejoint Nicolas Sarkozy qu'il voit régulièrement et je savais qu'il serait un porteur efficace pour notre message. Parallèlement, Eric Schahl, conseiller de l'ancien Président, lui fait très souvent part du ressenti alsacien. Enfin, André Schneider, lors d'une récente réunion de députés gaullistes, s'est longuement entretenu avec le candidat à la présidence de l'UMP en lui disant l'état d'esprit qui est le nôtre. Que l'on soit proche ou non de Nicolas Sarkozy, cette lettre est un soutien extraordinaire car elle est nette et sans ambiguïté. Parallèlement, mon collègue Eric Straumann tout comme Antoine Herth ont expliqué à Bruno Le Maire nos préoccupations. Bruno Le Maire lui aussi s'est publiquement engagé sur l'avenir de l'Alsace. A titre personnel, même si j'espère encore un succès pour une Alsace unie, je me dis toujours qu'un match peut se gagner à la troisième manche et c'est ce qu'il convient de préparer dès aujourd'hui.

Mardi 12 novembre

Depuis deux semaines, rien de passionnant. En revanche, aujourd'hui, au lendemain des cérémonies du 11 novembre, période si symbolique pour l'Alsace, la commission des lois se réunit. Le texte du Sénat laissant l'Alsace seule a été balayé en quelques secondes. Schwartzberg, député radical de gauche, résume avec talent ce texte imposant la fusion à des régions qui n'en veulent pas, tout en laissant d'autres dans un célibat parfois plus subi que voulu. Dans ma prise de parole, j'ai souligné qu'il était essentiel que chacun puisse dire ce qu'il veut pour sa région mais il est assez insupportable d'entendre par d'autres ce qu'il faut pour l'Alsace. Depuis le début, je suis scandalisé par l'attitude d'un collègue de Champagne-Ardenne de l'UMP qui a voté la fusion des trois régions mais qui ne manque jamais l'occasion d'afficher son mépris pour les Alsaciens. Je suis choqué par l'attitude de députés vosgiens qui, parce qu'ils croient que la fusion avec l'Alsace est une bonne chose pour leur département, vont nous interdire toute réflexion pour notre avenir. Au-delà de tout, en commission, je suis choqué par le mépris affiché pour notre région : nous n'existons pas ; nous sommes une variable d'ajustement... juste une variable d'ajustement. Dans l'ascenseur, entre l'hémicycle et la salle des commissions, nous descendons avec le président de la commission, Jean-Jacques Urvoas, ami breton, sensible à notre engagement. Clairement, il a reçu des instructions. Valls ne lâchera pas l'Alsace car sinon il ne pourra pas tenir sur la Picardie, rattachée au Nord, ce qui embête bien Martine Aubry. Voilà à quoi est réduite notre région, petit région prospère et travailleuse qui n'a jamais fait de mal à personne et qui, à travers les gouttes acides de l'Histoire, a su construire un destin et une prospérité. J'ai expliqué au cours de mon intervention que pour des centaines de milliers d'Alsaciens, le traitement réservé à l'Alsace ne ferait qu'une chose : le lit de l'extrême-droite. La gauche gouvernementale s'en moque. A chaque jour sa peine... Demain, un tiers des collèges, un tiers des lycées seront peut-être gérés par le Front National. Tout le monde s'en fout...

Mardi 18 novembre

En venant ce matin à l'Assemblée nationale, je sais que tous les députés alsaciens seront là. Le débat va enfin reprendre sur la réforme territoriale. La gauche arque-boutée sur sa carte des trois régions du Nord-Est ne veut rien lâcher. J'interviens à la tribune en mettant l'accent sur la colère des Alsaciens qui se retrouverait mécaniquement au fond des urnes. Il faut dire qu'en la matière, la gauche a fait un choix étonnant : le mode de scrutin le plus favorable au Front National. Tous mes collègues font de belles interventions mais nous sentons bien les limites de l'écoute qui nous est réservée dans ce débat. Clairement et pour l'heure, l'Alsace ne compte

pas, elle est une variable d'ajustement, au mieux une variable d'ajustement. Les deux députés socialistes de Strasbourg dévoilent enfin leur jeu funeste. Ils présentent un amendement destiné à fusionner l'Alsace et la Lorraine, amendement cosigné par trois députés socialistes lorrains sur onze. Cet amendement leur permet d'assassiner le Conseil d'Alsace que nous soutenons énergétiquement. Philippe Bies à la tribune se livrera à une caricature ignoble, faisant comme si la Marseillaise avait été sifflée lors de la manifestation par une foule immense, détournant l'Histoire. C'est penaud et honteux qu'il annonce au détour d'une phrase qu'il votera pour la grande région, profitant de l'occasion en bon politicien pour jeter l'opprobre sur l'ensemble des 13 députés UMP-UDI alsaciens. Bies sort une nouvelle proposition : la fusion des Conseils généraux qui, rappelons-le, seront dépouillés des compétences économie, tourisme, routes et transports. La communauté urbaine devenant métropole, géographiquement, elle ne fera plus partie du Conseil général : on nous prend vraiment pour des cons...

Mercredi 19 novembre

9H : réunion des Alsaciens dans le bureau d'Eric Straumann. Une équipe de FR3 est présente et tourne un reportage. A 12H45, je participe à un déjeuner à la Questure avec l'ancien Président Nicolas Sarkozy. Ce soir, il est en meeting à Mulhouse. Nous nous excusons de ne pas pouvoir être présents. Il comprend notre présence dans l'hémicycle quand l'essentiel est en jeu. Quand l'homme est décontracté, en petit groupe, il est vraiment sympa. Le matin, nous avons décidé d'une action d'éclat. Nous avons toujours la banderole : « Ne tuez pas l'Alsace », déployée sur les Champs-Élysées. A 15H10, alors que les Questions au Gouvernement ont commencé, nous faisons irruption aux 4 Colonnes, devant tous les médias. Immédiatement une forêt de caméras, de micros, d'appareils photos se tournent vers nous. BFM, iTELE font des interviews. A titre personnel, je suis interviewé par RTL. Si les médias ne viennent à toi, il faut aller aux médias. Ce n'est pas dans notre nature que d'ouvrir une porte sans y être autorisé, mais parfois cela est nécessaire. Au moment d'entrer dans l'hémicycle, avec Sophie Rohfritsh, nous voyons Bernard Cazeneuve. Je le félicite pour la réunification de la Normandie et lui parle de l'Alsace. Je crois qu'il nous comprend mais je sais au fond que la décision se prend à un étage supérieur : Valls, Hollande... Je remets au ministre une note très simple que j'avais concoctée en début de semaine et distribuée à tous les députés. L'Alsace à Paris est peu connue et même peu respectée, peu aimée. Cet après-midi, le combat en hémicycle reprend, l'espoir est très mince mais quitte à mourir, nous sommes bien décidés à le faire dans l'honneur.

Mardi 25 novembre

Retour à l'Assemblée pour le vote sur les régions. Je décide de prendre l'avion de 10H, ce qui pour une fois m'évite de me lever à 4H30. Au moment de monter à bord, tous les regards se détournent sur un petit Airbus qui atterrit doucement sur la piste : c'est l'Airbus du Saint-Père. Je regarde la réaction des passagers mais aussi du personnel de piste et de l'équipage. Force est de constater que le Pape ne laisse personne indifférent et qu'il dégage une vraie sympathie.

A 12H30, je mange à la buvette avec Alain Sauvadet, député UDI et président de Conseil général, à qui j'explique l'annexion et les réalités économiques actuelles de l'Alsace. C'est peu dire que le projet de grande région lui semble être un contre-sens.

14H10 : réunion rapide des députés et sénateurs alsaciens en présence de Philippe RICHERT. Le débat sur le rôle futur de Strasbourg me semble surréaliste. Moi, je suis là pour défendre l'Alsace. Que le maire de Strasbourg fasse son affaire !

14H30 : les deux associations 67 et 68 des maires ont invité nos collègues à venir avant le vote exprimer leur opposition au projet de loi devant l'Assemblée nationale. Au fur et à mesure des minutes, plusieurs centaines de personnes s'agrègent, dont la grande majorité porte l'écharpe tricolore. Que de bonheur de voir des élus mais aussi des citoyens avoir fait le déplacement ! Quelques drapeaux bretons flottent au vent en signe de solidarité de cette si belle région. Plusieurs députés UMP et UDI de Bretagne sortent manifester leur soutien. François Fillon, Henri Guaino, Eric Woerth, David Douillet, Eric Schahl, conseiller de Nicolas Sarkozy, et beaucoup d'autres sont venus dire leur soutien à l'Alsace. Cela fait chaud au cœur.

16H05 : je discute tranquillement dans l'hémicycle avec Michel Sordi. Le Ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, vient nous voir. Nous lui demandons de faire un geste en CMP en faveur de l'Alsace. Il nous dit qu'il va essayer d'oeuvrer en ce sens. Je lui dis que le Premier ministre avait demandé au Sénat de travailler et qu'en la matière, un geste immense avait été fait de la part du Centre droit et qu'il était difficile d'avoir de la part du gouvernement un comportement aussi fermé. Le Ministre nous indique que c'est dans le cadre d'un accord entre le Premier ministre et le Président du Sénat qu'une solution peut être trouvée.

16H15 : après les Questions, les représentants de chaque groupe annoncent les explications de vote. Puis le vote est annoncé. Le texte passe à 24 voix de majorité, ce qui est surprenant. Un député UMP fait rectifier son vote. En réalité, le texte ne passe qu'à 22 voix de majorité. Surprise : plusieurs députés UMP se sont abstenus : 5 députés de Champagne-Ardenne ont voté en faveur de ce texte. Avant même d'être mariés, nous sommes déjà trahis et c'est avec eux qu'il faudra faire liste commune. En ce qui concerne le résultat du vote, je n'ai pas

toujours un sens politique très aiguisé. En revanche, j'avais bien senti la dégradation de la situation de la majorité, qui désormais, pour le 3^{ème} vote, devra soit composer, soit s'en remettre à la providence, soit faire un coup de force.

Cela dit, ce soir, c'est Congrès des Maires et le plaisir de revoir mes collègues maires me fait particulièrement plaisir.

Mardi 2 décembre

Depuis la semaine passée, la CMP Sénat-Assemblée nationale a constaté en 7 minutes sur décision du gouvernement l'opposition des deux cartes, sénatoriale et Assemblée nationale, qui ne se distinguent que pour deux régions : l'Alsace et Midi-Pyrénées. 7 minutes pour condamner notre région, pour la rayer de la carte. S'il fallait un signe de mépris supplémentaire, le voilà !

Ce week-end, j'ai participé à 12 manifestations dans la circonscription. Partout, j'ai été interpellé sur le sujet, parfois avec des reproches de ne pas en faire assez. J'ai également analysé le scrutin et suis arrivé à la conclusion que si tous les députés UMP et UDI s'opposaient au texte, nous aurions une chance d'empêcher l'adoption de la loi. Je réunis dans mon bureau, dès mon arrivée à l'Assemblée, deux députés alsaciens pour leur faire part de mon analyse : le combat n'est pas fini.

Mardi 9 décembre

Hier soir, j'étais retenu en mairie où nous avons abordé en commission le budget, les investissements de la ville, l'évolution des statuts de la communauté de communes et le projet si important pour Molsheim : la dénivellation du passage à niveau.

Je n'étais donc pas dans l'hémicycle pour la 3^{ème} lecture du texte. Cela n'a rien changé : la majorité socialiste n'a rien modifié, arc-boutée sur un projet appuyé par une si courte majorité politique. Je ne regrette pas cette absence parce que l'obstruction pour l'obstruction, face à l'entêtement idéologique, n'est pas ma tasse de thé. En revanche, j'avais passé beaucoup de temps à analyser le 2^{ème} scrutin et j'ai fait remonter une note à Nicolas Sarkozy, indiquant que si tous les députés UMP et UDI avaient voté contre, le texte aurait été rejeté. Aujourd'hui, nous votons en 3^{ème} lecture à l'Assemblée nationale, avant le vote du Sénat et le vote final. La semaine prochaine, ce sera le vote ultime : le vote le plus important.

Le vote d'aujourd'hui donne 28 voix de majorité, mais désormais les Champenois s'abstiennent, ce qui indique que notre intervention n'aura pas été inutile. Encore un effort et un miracle peut se produire. Ce serait un beau cadeau de Noël.

Ce matin, je me suis levé à 4H30, m'étant couché après la longue réunion en mairie à minuit et demi. A midi, un journaliste de France 5 est venu m'interviewer. Le reportage passera dans leur émission de midi, une émission que je n'ai jamais vue.

A 15H, lors de la séance des Questions au Gouvernement, le Premier ministre répond à deux questions de députés UMP. Pour la burqua, il nous dit que nous devrions aborder le sujet avec beaucoup de précaution, tant le sujet risque de nous diviser. A une autre question relative à l'intervention d'un Préfet demandant le retrait des crèches de Noël dans l'espace public, le même Premier ministre nous dit que la loi doit s'appliquer dans toute sa rigueur. Parfois la politique me soulève le cœur et j'ai un peu honte d'entendre des propos aussi décalés. Dimanche, à Molsheim, pour la venue de Saint Nicolas, une très belle crèche avait été installée à côté de la fontaine. Elle a été prise en photo des centaines de fois, y compris par des concitoyens d'origine maghrébine ou turque.

Tant que je serai maire, tant que je serai élu, il en ira ainsi et ce n'est pas un Préfet qui nous dira, dans nos communes, ce qu'il est bien de faire ou de ne pas faire. Je sais qu'en la matière, l'immense majorité de mes collègues maires partage les mêmes sentiments et la même fierté attachée à cette fonction.

Laurent FURST

[Retrouvez le détail de mon activité parlementaire sur www.laurentfurst.fr](http://www.laurentfurst.fr)